

« Si les Américains veulent une discussion sur l'audiovisuel, nous l'aurons »

Le commissaire européen Karel De Gucht revient sur le traité de libre-échange avec les Etats-Unis

TV5MONDE (rfi) Le Monde

Entretien

Barack Obama, et les dirigeants européens, dont François Hollande, Angela Merkel et David Cameron devaient donner lundi 17 juin, en marge du sommet du G8 en Ulster, le coup d'envoi des négociations d'un accord de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Europe.

En prélude, la France a obtenu que l'audiovisuel soit exclu du mandat de négociation accordé par les Vingt-sept au commissaire européen au commerce, Karel De Gucht. Ce dernier est revenu sur ce compromis, dimanche 16 juin, lors de l'émission « Internationale », en coopération avec TV5, RFI et *Le Monde*.

Quelle est votre lecture du compromis trouvé sur le mandat de négociation d'un accord de libre-échange avec les Etats-Unis ?

Je suis assez satisfait. Pour le moment, provisoirement, l'audiovisuel est exclu du mandat. Mais il est dit aussi que la Commission peut revenir dessus, le moment venu, si elle le juge nécessaire. Je vais écouter ce que nous disent nos interlocuteurs. Si les Américains veulent une discussion sur l'audiovisuel, nous l'aurons. On verra s'ils font des propositions utiles, et acceptables. Elles ne devront pas nuire à la diversité culturelle. Moi aussi, je défends la diversité culturelle, seulement j'ai toujours trou-

vé qu'il n'était pas sage de ne pas pouvoir en parler avec nos interlocuteurs. Cela ne veut pas dire que j'accepterai n'importe quoi.

Le fait que vous vouliez quand même discuter de l'audiovisuel a été jugé « inacceptable » pas certains eurodéputés socialistes. Qu'en dites-vous ?

Pas grand-chose. Il faut lire le mandat, qui est très clair. D'un côté, il est dit que l'audiovisuel est exclu du champ des négociations. Dans un autre paragraphe, il est dit très clairement que nous pouvons faire de nouvelles propositions au Conseil sur un mandat additionnel, sur n'importe quelle question, y compris l'audiovisuel.

Ce n'est pas à nous de le proposer, mais si les Américains veulent en discuter, nous verrons si nous pouvons le traduire dans un mandat supplémentaire. Dans ce cas, un éventuel accord devra être adopté par les Vingt-sept selon des règles de vote qui dépendront du contenu de ce mandat additionnel. Je ne comprendrais pas que le pays du libre débat, la France, me dise : « M. De Gucht, vous ne pouvez pas en parler avec les Américains ».

Pourquoi êtes-vous gênés quand on vous dit de ne pas parler d'audiovisuel ?

Quand on négocie, il faut commencer par discuter. Je défends certains intérêts offensifs, d'ailleurs très souvent français, dans les marchés publics, ou les indications géographiques pour les produits alimentaires. Les Américains pour-

raient dire qu'ils ne veulent pas en parler. Ce n'est pas comme cela que l'on va entamer la plus importante négociation commerciale de la décennie.

Les Français ont-ils raison de s'inquiéter des risques que fait courir Internet pour la diversité culturelle ?

Il y a un problème, c'est vrai. Mais je ne pense pas que la réponse soit de ne pas en parler. Le numérique est un tout nouveau sujet, où il n'existe pas encore de législation européenne. Il est très difficile de dire que ce que veut l'Europe. Nous verrons d'ici un à deux ans comment régler cela.

Sur le plan géostratégique, un éventuel accord est qualifié d'Otan économique face aux pays émergents comme la Chine. Est-ce un compliment ou une insulte pour vous ?

Je n'aime pas tellement la comparaison avec l'Otan [Organisation du traité de l'Atlantique Nord], car j'ai en tête une négociation entre égaux. Ce n'est pas non plus une négociation dirigée contre quelqu'un. Nous avons cependant une meilleure chance, non pas de nous imposer, mais de nous faire respecter, si nous le faisons ensemble. ■

**PROPOS RECUEILLIS PAR
XAVIER LAMBRECHTS (TV5),
BRUNO DAROUX (RFI)
ET PHILIPPE RICARD**

Intervista a Karel de Gucht - "Se gli americani vogliono una trattativa sull'audiovisivo, la faremo"

